



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX DE DEBROUSSAILLEMENT DU PARC D'ACTIVITES DE SIGNES
POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P)**

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3
du code de la commande publique

Le présent CCTP comprend 8 feuillets numérotés de 1 à 8

ARTICLE 1 - INDICATIONS GENERALES

1.1 OBJET DE TRAVAUX

Le présent C.C.T.P. a pour objet de réaliser des travaux de débroussaillage dans des zones de garrigue comprenant parfois des cépées de chêne vert ou de chêne pubescent ou quelques pins d'Alep.

La CCI du Var réalisant annuellement et depuis de nombreuses années des travaux d'entretien de ces zones débroussaillées, la grande majorité de ces travaux relèvent de la catégorie entretien. Cependant sur de petites surfaces, les travaux de débroussaillage relèveront de la catégorie ouverture. Enfin, également sur de petites surfaces, la densité des cépées de chênes étant trop importante, des travaux d'abattage seront à réaliser pour mettre à distances les cépées.

1.2 LOCALISATION

Les travaux à exécuter sont situés dans le Parc d'Activités du plateau de Signes, commune de SIGNES.

Les zones à débroussailler seront repérées contradictoirement par l'Office National des Forêts en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage de la CCI et l'entreprise, préalablement à tout début d'exécution des travaux.

Les surfaces commandées seront celles indiquées par la DGFIP (cadastre) pour les parcelles cadastrales entières ou calculées en planimétrie pour les parties de parcelles cadastrales.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les travaux de débroussaillage devront être réalisés conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur en date du 30 mars 2015 portant sur le règlement du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Var. Site Internet : www.var.gouv.fr.

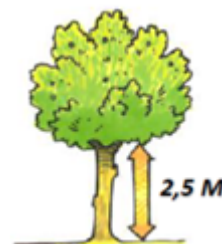
Les travaux à réaliser par l'entrepreneur au titre de la présente consultation, sont les suivants :

2.1 TRAVAUX DE DEBROUSSAILLEMENT

➤ **Coupe rez-terre** des strates herbacée et arbustive .



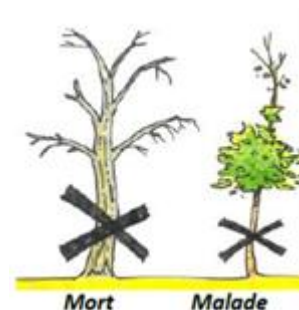
➤ **Elagage des arbres** afin que l'extrémité des branches les plus basses se trouvent à une hauteur minimale de 2,5 m du sol. (Les branches seront coupées à ras du tronc). Pour les arbres de moins de 4 m, l'élagage sera réalisé sur les 2/3 de l'arbre.



➤ **En l'absence de strate arborée**, et en présence de formations arbustives (hauteur < 3 mètres), on réalisera un débroussaillage alvéolaire pour obtenir le maintien de bouquets d'arbustes de 3 mètres de diamètre. Ces bouquets auront un espacement de 3 mètres entre eux.



➤ **L'abattage, billonnage des troncs** en morceaux de 1 mètre, empilement des morceaux et démontage des houppiers des arbres morts ou dépérissant (billons rangés sur place)



➤ **Les pins sylvestres et d'Alep seront maintenus**

L'entrepreneur devra s'entourer de toutes les précautions nécessaires pour éviter de causer des dégâts au peuplement restant sur pied.

➤ **Traitement de rémanents**

Les travaux de débroussaillage intégreront le broyage de tous des rémanents.

Ces travaux pourront relevés de 3 catégories :

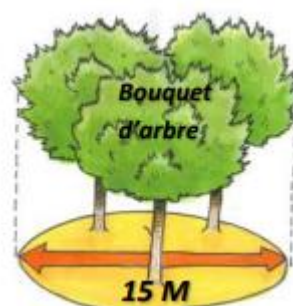
Catégorie 1 : Entretien effectué il y de 3 ans ou moins ;

Catégorie 2 : Entretien effectué entre 4 et 5 ans ;

Catégorie 3 : Débroussaillage en « ouverture » (jamais réalisé auparavant) ou entretien datant de plus de 5 ans.

2.2 TRAVAUX D'ABATTAGE POUR MISE A DISTANCE DES CEPEES DE CHENES (CATEGORIE 4)

➤ Dans les taillis de chêne dense, il faudra procéder à l'abattage des chênes en surnombre de manière à obtenir un espacement de 3 mètres entre les bouquets. Les chênes à couper seront marqués à la peinture au préalable par l'ONF. La majorité a un diamètre compris entre 10 et 15 cm. Le diamètre maximum d'environ est d'environ 20 cm. La hauteur moyenne est d'environ 3 m. Les arbres seront billonnés en billons de 1 m de largeur, rangés sommairement sur place à disposition de la CCI du Var. Les houppiers seront démontés et broyés.



Ces travaux ne concernent pas l'ensemble des parcelles, la surface maximum à traiter est estimée à environ 10 ha réparties sur plusieurs zones, qui pourront être commandées séparément.

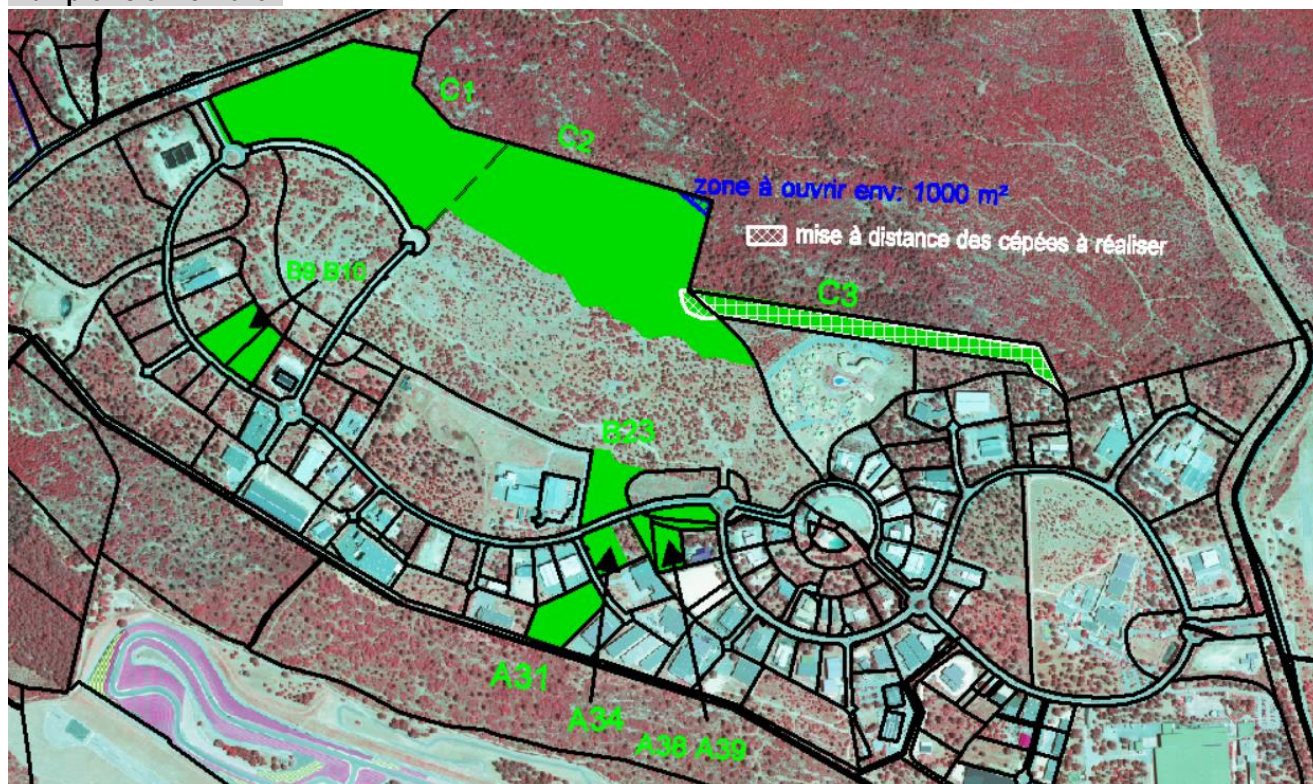
2.3 SURFACES ESTIMATIVES PAR CATEGORIE DE TRAVAUX ET PAR ANNEE

Ces surfaces sont données à titre indicatif et seront précisées dans chaque bon de commande.

Les quantités seront ajustées en fonction de la repousse de la végétation et des ventes des parcelles de la CCI du Var.

Nature des travaux	Quantité prévisionnelle Année 2025	Quantité prévisionnelle Année 2026	Quantité prévisionnelle Année 2027
Catégorie 1	31,05 ha	3,64 ha	32,85 ha
Catégorie 2	0 ha	0 ha	0 ha
Catégorie 3	0,10 ha	0 ha	0 ha
Catégorie 4	3,12 ha	1,56 ha	0 ha

Plan prévisionnel 2025 :



Plan prévisionnel 2026 :





ARTICLE 3 -MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux doivent impérativement être exécutés à l'avancement.

Tous les rémanents d'exploitation et d'élitage seront éliminés par broyage mécanique. La longueur des broyats devra être inférieure à 10 cm. L'entrepreneur devra veiller en permanence à ce qu'ils soient évacués de l'emprise des voies de circulation et ne constituent pas un risque en cas de pluie : par exemple, venir encombrer les fossés, les évacuations d'eau...

L'élitage sera réalisé selon les règles de l'art (respect du bourrelet cicatriciel) sur 2,50 m de hauteur et sans toutefois dépasser 50% de la hauteur totale du sujet (arbustes).

En bordure de route, piste et clôture, toute végétation sera éliminée sur une largeur de 2 m pour former un « glaciais ».

Respect impératif du patrimoine bâti : murets, restanques, cabanes...

Le déversement d'huile ou de carburant est formellement prohibé, de même que l'abandon de déchets (verres, bidons, cartouche de graisse, chaîne de tronçonneuse, filtre, etc...).

ARTICLE 4 - MESURES VIS-A-VIS DU RISQUE D'INCENDIE

L'entrepreneur devra se conformer aux arrêtés préfectoraux en vigueur, en particulier :

- à l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, réglementant l'emploi du feu dans le département du Var,
- à l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 modifié par l'arrêté du 10 juillet 2020, réglementant la pénétration dans les massifs forestiers du département du Var.

En période estivale (01 juin au 30 septembre), pour connaître le risque météo, l'entrepreneur devra consulter chaque veille au soir le site internet de la Préfecture du Var :

<https://www.var.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Foret/Fermeture-des-massifs-en-ete/Fin-de-publication-de-la-carte-d-acces-aux-massifs>

La carte d'alerte du risque incendie



Cliquez
chaque jour
pour connaître
l'état de fermeture
des massifs



Cette carte est mise à jour avant 19h, pour la journée du lendemain.
Elle renseigne sur le niveau de danger feu de forêt massif par massif.

**L'entrepreneur sera tenu de cesser tout travail sur le chantier à 13 h en cas de risques d'incendie sévère.
En cas de risque d'incendie très sévère les travaux sont interdits toute la journée.**

Le maître d'œuvre pourra à tout moment interrompre le chantier et notamment lorsque la vitesse du vent est supérieure à 40 km/heure.

Chaque véhicule utilisé sur le chantier devra être équipé d'un extincteur à poudre de 3 kg. Chaque tracteur ou gros engin devra être équipé également en permanence, d'un extincteur à poudre d'au moins 4 kg. Pour les travaux éloignés des véhicules, l'employé devra avoir avec lui un extincteur d'un litre ou d'un kg.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification annuelle par une société qualifiée et compétente, conformément à la norme NFS61-919.

En fonction de l'état de sécheresse et du niveau de risque incendie, l'entreprise devra disposer en permanence sur le chantier, d'une réserve minimum de 400 litres d'eau avec un groupe motopompe et une lance à eau pour pouvoir intervenir sur tout départ de feu lié au chantier. Cette disposition sera précisée par le maître d'œuvre en amont du démarrage des travaux.

Le maître d'œuvre pourra à tout moment interrompre le chantier si les équipements cités ci-dessus ne sont pas présents.

Il est interdit de fumer sur le chantier.

ARTICLE 5 - MESURE ENVIRONNEMENTALES

5.1 CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES DANS LES ESPACES NATURELS

Afin d'éviter tout dégât préjudiciable à l'environnement, le chantier, la circulation et le stationnement liés au chantier se limiteront au strict besoin des travaux. Leur tracé sera défini et validé par l'assistant technique.

La circulation y sera limitée aux salariés de l'entreprise qui respecteront des mesures de circulation simple : vitesse modérée, déplacements limités au nécessaire.

5.2 STOCKAGE DES CARBURANTS ET LUBRIFIANTS

Ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels.

A l'issue des travaux, le site du chantier sera débarrassé de toute trace de carburant et lubrifiant.

Les opérations de nettoyage, de réparation, de ravitaillement des engins et du matériel ne pourront se faire que sur les aires prévues à cet effet par l'assistant technique et où un dispositif de récupération des rejets du type énoncé ci-dessus sera prévu.

5.3 AUTRES SUBSTANCES

L'emploi éventuel d'autres substances potentiellement polluantes est soumis à l'agrément de l'assistant technique. L'entreprise apportera la preuve du caractère légal de l'emploi de la substance et fournira la fiche de donnée sécurité correspondante (FDS) à l'assistant technique. Elle s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prescrites.

5.4 GESTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle grave, l'entrepreneur avisera sans délai les secours et l'assistant technique. Il prendra toutes les dispositions utiles pour faire cesser le désordre en attendant l'arrivée des secours et les consignes conservatoires de l'assistant technique.

5.5 GESTION DES DECHETS

L'entreprise doit identifier les types et les quantités de déchets produits pour la réalisation du présent CCTP ainsi que les solutions de recyclage à mettre en œuvre suivant la réglementation en vigueur.

Pendant la durée du chantier, les déchets seront rassemblés sur un lieu identifié par l'assistant technique et l'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires afin d'éviter un dispersement par le vent et les eaux de pluie.

Pendant ou à la fin du chantier, les déchets seront évacués vers des filières de recyclage ou d'élimination agréées.

Une copie du Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) relatif à la destruction des déchets autres qu'inertes devra être fournie au maître d'ouvrage.

L'obtention des autorisations administratives et le coût de l'écoulement des produits à recycler sont à la charge de l'entreprise.

Il est interdit :

- d'abandonner ou d'enfouir des déchets sur le chantier,
- de mettre en décharge de classe 3 des déchets dangereux (DID).

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET MESURES DE SECURITE

Conformément à l'instruction technique SG/SAFSL/SDTPS/2017-429 du 02 mai 2017 relative aux déclarations des chantiers forestiers et sylvicoles, l'entreprise adressera la déclaration de chantiers forestiers à la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi). L'entreprise fournira au maître d'œuvre une copie de la transmission.

En application du décret n° 2010-1603 du 17 décembre 2010 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles, le donneur d'ordre transmettra à l'entrepreneur avant le démarrage des travaux, une fiche de chantier/sécurité.

Une signalisation des travaux devra être mise en place par l'entrepreneur conformément aux prescriptions et réglementations en vigueur (application du décret 2003-131 du 12 février 2003).

En cas de restriction à la circulation ou d'arrêt de cette dernière, il devra s'assurer que les arrêtés nécessaires sont pris par la Commune.

L'entrepreneur sera tenu pour seul responsable en cas d'accident en relation avec l'exécution du chantier.

En cas de danger de toute nature, imputable aux travaux du présent marché, l'entrepreneur doit prendre, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de sécurité nécessaires et notamment les mesures de signalisation appropriées. Il doit éventuellement interdire momentanément l'accès à la zone dangereuse ; le cas échéant, il prend contact préalablement avec les services de la voirie et les autorités de police compétentes.

Il sera tenu pour seul responsable des dégâts occasionnés lors de l'exécution des travaux aux ouvrages existants de quelque nature qu'ils soient et leur remise en état sera effectuée à ses frais exclusifs.

L'entrepreneur est en particulier responsable des dégâts causés directement ou indirectement aux conduites d'alimentation en eau potable, égouts, gaz, lignes électriques et téléphoniques, aux bâtiments, clôtures et arbres, et aura à sa charge les frais occasionnés par ces dégâts.

Il appartient à l'entrepreneur d'aviser les exploitants de ces ouvrages, de la future intervention de son entreprise en établissant dans les délais les déclarations d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.). Il devra se conformer à leurs exigences en matière de protection des ouvrages.

ARTICLE 7 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES

Aucun travail supplémentaire ne sera réalisé par l'entrepreneur sans détention d'un Ordre de service dûment établi par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX

Dans un délai de cinq jours à compter de l'ordre de service de commencer les travaux, l'entrepreneur devra présenter à l'Office National des Forêts, le calendrier d'exécution des travaux.

Les travaux en ouverture des emprises (entrée, voirie, réseau E.U.) devront impérativement être réalisés en priorité, avant le commencement des travaux de débroussaillage en entretien/mise aux normes.

Les délais d'exécution du marché commencent à courir à compter de la réception par le titulaire de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les bons de commande et ne peuvent excéder :

- **30 jours calendaires** pour une surface de débroussaillage **inférieure à 10 ha**,
- **50 jours calendaires** pour une surface comprise **entre 10 et 20 ha**,
- **70 jours calendaires** pour une surface **supérieure à 20 ha**.

8.2 Plan de contrôle

Son objectif est d'identifier les phases et points techniques à contrôler à l'avancée des travaux pour s'assurer du respect des prescriptions techniques conformément au présent C.C.T.P. Il est prévu une visite contradictoire du chantier par semaine.

Moment du contrôle
A l'avancée des travaux Une réunion de chantier contradictoire par semaine